

Front social/Rencontre Ministre de la Fonction publique-Syndicat de l'Éducation nationale

Le Sena édifié sur ses revendications

LBON  
Libreville/Gabon

LES points inscrits à l'ordre du jour de la rencontre entre le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga, et le Syndicat de l'Éducation nationale (Sena), en fin de semaine dernière, portaient sur le Nouveau système de rémunération (NSR), l'état d'avancement des dossiers des enseignants du pré-primaire et les stages professionnels. En sa qualité de garant de la norme administrative, le ministre Ogandaga a tenu à préciser, d'entrée, que l'échange avec le bureau directeur du Sena entre dans le cadre des échanges permanents qu'il a institués avec les partenaires sociaux, dans le souci de leur apporter des éclairages nécessaires à leurs différentes préoccupations. Et d'obtenir, en

retour, les informations en temps réels sur les conditions d'exercice des agents administratifs.

Les discussions ont donc été mises à profit pour mieux éclairer la lanterne des syndicalistes sur certains points qui feraient l'objet de "mauvaises interprétations", notamment l'avancement au mérite introduit dans le Nouveau système de rémunération. A ce sujet, Jean-Marie Ogandaga a tenu à rappeler que la mise en place du "NSR" répond à une exigence. Celle de « corriger certaines injustices et autres écarts qui étaient impunis, observés dans l'ancien système de rémunération. »

Selon lui, la nouvelle formule propose l'évaluation de l'agent, de telle sorte que ce dernier soit rémunéré au prorata de son rendement. D'où la mise en place d'une direction centrale des ressources humaines (DCRH) dans



Photo : LBON

Le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga attentif aux différentes interventions des syndicalistes.

chaque département ministériel, qui a pour mission de suivre chaque agent par le biais des fiches d'évaluation et de présence au poste.

« C'est justement pour rendre conforme cette nou-

velle réforme, que les cadres organiques de tous les ministères sont actuellement en cours d'élaboration », a-t-il confié.

S'agissant des situations administratives des enseignants du pré-primaire, en



Photo : LBON

Une phase de la séance de travail entre le ministre de la fonction publique (au fond), entouré de ses collaborateurs, et les syndicalistes du secteur santé et prévoyance sociale.

attente d'intégration, le membre du gouvernement a donné l'information selon laquelle sur plus de 5000 dossiers qui étaient en instance, 500 seulement reste à examiner, du fait de l'absence de certains éléments à compléter ou pour non conformité. Le ministre de la Fonction publique en a profité pour rappeler l'obligation de performance à laquelle sont soumis tous les fonctionnaires. « Si le salaire est un droit, le travail est un

devoir. Il n'y a pas de droit sans devoir, ni devoir sans droit », a-t-il dit.

Concernant le point sur les "stages professionnels", si Jean-Marie Ogandaga a donné toutes les assurances quant à leur reprise cette année, il a toutefois précisé qu'ils le seront de façon graduelle. De plus, l'obtention d'un stage sera désormais soumise à l'évaluation de plusieurs critères tels que conditions de travail, assiduité, ponctualité et rendement, etc.

Crise au sein de l'éducation/Le Synafeg

La médiation de l'Église évangélique sollicitée

AN  
Libreville/Gabon

LA grève qui paralyse le monde de l'éducation ne laisse personne indifférent. En effet, les membres du bureau exécutif du Syndicat national des formateurs et enseignants du Gabon (Synafeg) se sont retrouvés, la semaine dernière, avec le président de l'Église évangélique du Gabon (EEG), Jean-Jacques Ndong Ekouaghe, pour solliciter son implication personnelle dans la résolution de cette crise.

Daniel Mezui Biyoghe, président du Synafeg, a exprimé son inquiétude face à cette situation. D'où le recours à la médiation de l'Église pour le retour à la normale. Pour lui, l'idéal serait d'œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des adhérents du Synafeg et du monde de l'éducation. « L'école est une initiation, un phare qui éclaire, une boussole et un moule qui façonne », a-t-il relevé. Organisation citoyenne et force de propositions au service de l'école gabonaise, le Synafeg rappelle que depuis 1990, le secteur de l'éducation est en per-



Photo : Adjiaï NTOUTOUME

le président de l'EEG, Jean-Jacques Ndong Ekouaghe, s'adressant aux...



Photo : Adjiaï NTOUTOUME

... membres du bureau exécutif du Synafeg, venus solliciter son implication dans la recherche des solutions à la crise.

participer aux réflexions entre les responsables des établissements confession-

nels, le gouvernement et les acteurs de l'Éducation nationale, tout en appelant

les Gabonais au travail, pour le bien de notre économie.



CREDIT CONFORT ( AVEC OU SANS GARANTIE )

Et vos projets se réalisent !

Du 1<sup>er</sup> février au 31 mars 2016, bénéficiez d'un crédit avec ou sans garantie de 2 à 5 000 000 FCFA, qui vous permettra de financer tous vos projets.

Vous avez jusqu'à 24 mois pour rembourser.

\*Taux de Base Bancaire = 1,5% soit 12,5% HT.  
Frais de dossier : XAF 27.000 HT crédit avec garantie  
XAF 47.000 HT crédit sans garantie



Assurance essentielle

www.bicig-gabon.com

Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 18 000 000 000 - Siège social 714, Avenue du Colonel Pasart - BP 2241 Libreville (Gabon) - RCCM n° 2002 B 01733 - NIF 7900271A - Code Banque 40001 - Tél. : + 241 01 74 34 13 Fax : + 241 01 74 40 34 - Email : bicig@bicigparibas.com

Erratum

Dans notre publication du samedi 06 au dimanche 07 février 2016, concernant l'article intitulé "Saccages des arbustes ornementaux sur certains boulevards de Libreville : la mairie prend des mesures", nous avons malencontreusement écrit : "Rose Francine" Ossouka-Raponda en parlant du maire de Libreville. Il fallait plutôt lire "Rose Christiane" Ossouka-Raponda. Toutes nos excuses à nos lecteurs et à la concernée.

pétuelle crise. Chaque année scolaire étant paralysée par des grèves à répétition, en dépit des accords signés entre le gouvernement et les partenaires sociaux.

Le président de l'EEG s'est réjoui de cette initiative. Jean-Jacques Ndong Ekouaghe s'est dit prêt à